

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNS A TOUS LES LOTS (CCTP)

2024 - 006 – PRESTATIONS INTELLECTUELLES
LIÉES AUX TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE

Prescriptions communes à tous les lots

Marché public de service à procédure adaptée, passé en application des articles L.2123-1.1°, R.2123-1.1°, R.2123-4, R.2123-5, et l'article L.2125-1 1°, R.2162-2 al 2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Sommaire

Article 1.	Généralités	3
13.1.	Objet du marché	3
13.2.	Présentation des sites de l'Université	3
13.3.	Travaux en site occupe.....	3
13.4.	Sécurité et protection de la sante	4
13.5.	Règles de circulation sur le campus.....	5
13.6.	Personnel admis sur le chantier et port du badge.....	5
13.7.	Interlocuteur privilégié	5
13.8.	Durée du marché.....	6
13.9.	Parties contractantes et parties prenantes	6
13.9.1.	Parties contractantes	6
13.9.2.	Sous-traitance.....	6
13.9.3.	Obligations du diagnostiqueur	6
13.9.4.	Obligations du maître d'ouvrage	7
Article 2.	Textes réglementaires et normatifs applicables	7
2.1.	Textes réglementaires	7
2.2.	Déchets.....	8
2.3.	Métrologie	9
2.4.	Normes et documents de référence	9
Article 3.	Obligations diverses du titulaire.....	9
3.1.	Qualification	9
3.2.	Connaissance du dossier de consultation des entreprises	10
3.3.	Nouveau procédé	10
3.4.	Sous-traitance.....	10
3.5.	Rapport avec les Administrations	10
3.6.	Contraintes particulières à la nature et au lieu des travaux	10
3.7.	Rendez-vous de chantier.....	11
Article 4.	Annexes.....	11

Article 1. Généralités

1.1. Objet du marché

Le présent marché est un marché à bons de commandes « Service ».

Le présent CCTP (commun à tous les lots) a pour objectif de définir l'ensemble des prescriptions et obligations communes aux lots en définissant les objectifs à atteindre et les livrables à fournir, ceci afin de permettre :

- La réalisation des repérages des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) avant travaux – lot 1
- Les contrôles visuels à la charge du Donneur d'Ordre lors d'une opération de retrait de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) – lot 2

Afin de répondre aux exigences réglementaires en vigueur, **l'Université de Paris Nanterre, en qualité de donneur d'ordre, doit faire réaliser des rapports de repérage amiante avant travaux, effectuer des mesures environnementales ainsi que des contrôles visuels.**

Le titulaire devra, en ce sens, concevoir et fournir des rapports de repérage amiante ou missions complémentaires exhaustives dans le cadre notamment du fonctionnement interne à l'Université.

Les prestations pourront s'effectuer sur les trois sites : Campus de Nanterre, IUT Ville d'Avray, et site de Saint Cloud.

Les prix des travaux inclus dans le présent marché à Bons de Commande sont réglés selon les Bordereaux de Prix Unitaires et l'Acte d'Engagement de chaque lot.

1.2. Présentation des sites de l'Université

L'Université Paris Nanterre est présente sur trois sites distincts : le campus de Nanterre, l'IUT de Ville d'Avray et le site de Saint Cloud.

Les entreprises titulaires du présent marché seront amenées à intervenir sur l'ensemble de ces sites, le campus de Nanterre étant le plus important :

- Le campus de Nanterre est composé de 24 bâtiments (dont 9 ont été construits avant les années 1970) ce qui représente plus de 137 224 m².
- Le site de Ville d'Avray est composé de 8 bâtiments sur environ 13 000 m² (dont 5 ont été construits avant les années 1970)
- Le site de St Cloud est un bâtiment unique de 2 9000 m² (construit en 1999).

Les bâtiments des sites en question sont de nature et d'époques diverses.

Voir plans des sites en annexes.

1.3. Travaux en site occupé

Il est porté à l'attention des titulaires que les travaux s'effectueront en site occupé. Bien que la majeure partie des opérations ait lieu en période de vacances universitaires, du personnel administratif et enseignant, ou des étudiants, pourra être présent dans les locaux.

Il s'agira donc pour les entreprises de mettre en place toutes les mesures de protection nécessaires à une intervention en toute sécurité et toutes les mesures de protection nécessaires contre les nuisances occasionnées par le chantier (sonores, olfactives...).

En cas de neutralisation de certains espaces pour les besoins du chantier, il s'agira pour l'entreprise de prévoir systématiquement des cheminements alternatifs pour accéder à n'importe quelle partie du bâtiment. Les neutralisations éventuelles d'espaces pour les besoins de l'intervention seront systématiquement validées par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de ne pas perturber l'activité de l'Université.

En cas de chantier impliquant des nuisances sonores importantes, le planning des travaux sera réalisé, programmé et validé au préalable avec la maîtrise d'ouvrage. **Des pénalités forfaitaires pourront être appliquées conformément à l'article 8 CCAP, en cas de non-respect des heures et dates d'intervention ainsi définies.**

1.4. Sécurité et protection de la sante

Les titulaires seront contractuellement tenus de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de respecter la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ainsi que le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions du Plan de Prévention et du Plan Général de Coordination établis avec la maîtrise d'ouvrage. Si un Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé est missionné sur une opération de travaux, l'entreprise devra tenir compte des instructions de son PPSPS et des documents produits et diffusés par le CSPS.

Chaque entreprise titulaire est réputée comprendre dans son offre (BPU) toutes les protections et échafaudages nécessaires aux protections individuelles et collectives, pour l'ensemble du chantier, aussi bien pour elle-même que pour les risques qu'elle peut faire encourir aux autres entreprises ainsi qu'aux tiers étrangers au chantier.

L'entreprise utilisera les moyens conformes et réglementaires fournis par le Maître d'ouvrage pour l'accès à ses ouvrages et notamment pour le travail de grande hauteur, selon le décret du 1er septembre 2004 et les extraits du code du travail relatif à l'utilisation des échelles, escabeaux et plateformes.

Pour les interventions en hauteur inférieures à 3,50m, l'entreprise utilisera les plates-formes individuelles roulantes ou les échafaudages roulants conformes aux normes françaises PIR NF P 93-352 et ERPFH NF P 93-520, permettant une hauteur de plancher de la plate-forme de 2,50m maximum.

Pour les interventions en hauteur supérieures à 3,50m, ou en cas de difficulté technique de mise en œuvre d'une plate-forme individuelle roulante ou échafaudage, l'entreprise veillera à demander au Maître d'Ouvrage la mise à disposition par nacelle.

Les titulaires devront prendre des mesures de protection afin d'assurer la sécurité de leur personnel, en privilégiant les protections collectives plutôt que les protections individuelles.

Les entreprises devront éviter de condamner les issues de secours lors des balisages.

1.5. Règles de circulation sur le campus

Les sites de l'université sont très fréquentés par les piétons et la circulation automobile est réglementée sur le campus de Nanterre. Les titulaires devront respecter les règles de circulation et les conditions d'accès qui sont définies par la division du patrimoine et le service sécurité de l'Université.

Les titulaires doivent utiliser des véhicules utilitaires les moins encombrants possibles pour l'accès à leurs chantiers. Le stationnement après déchargement se fera sur les parkings en périphérie.

L'université demande aux entreprises de programmer leurs livraisons en dehors des heures d'affluence (avant 8h30 ou après 18h00) afin que les services de sécurité puissent s'organiser et faciliter les accès aux engins et véhicules lourds.

Il est rappelé que dans l'enceinte du campus la vitesse est limitée à 20km/h.

Les coordonnées des personnes responsables de la sécurité et des accès sur le site seront transmises à l'entreprise en début de marché.

1.6. Personnel admis sur le chantier et port du badge

Au démarrage du marché et autant de fois que nécessaire, les entreprises devront fournir :

- Une liste nominative du personnel admis à travailler sur le chantier,
- Une attestation sur l'honneur que la société ne réalisera les travaux qu'avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du Code du Travail.

Les entreprises devront déposer la liste de leur personnel intervenant sur les chantiers au maître d'ouvrage à chaque renouvellement de marché et à chaque renouvellement de personnel. Tous les agents amenés à intervenir devront porter un badge mentionnant le nom de l'agent et de la société. Le port de ce badge sera obligatoire durant toute la durée du chantier. Aucune personne ne sera admise sur le chantier sans son badge.

Les plannings pour chaque intervention seront établis avec la maîtrise d'ouvrage et contractuels. L'entreprise devra se conformer au planning ainsi défini, au risque de se voir refuser l'accès aux bâtiments par les personnels d'accueil.

Le coordonnateur SPS et/ou les services de la Direction du Patrimoine et de l'Hygiène et Sécurité ainsi que les agents de sécurité de l'université se réservent le droit d'interrompre le chantier en cas de non-respect des règles de sécurité et/ou des règles d'accès aux bâtiments décrites dans le présent document. Des pénalités forfaitaires pourront être appliquées conformément à l'article correspondant dans le CCAP travaux en cas de non-respect de ces prescriptions.

1.7. Interlocuteur privilégié

Chaque entreprise devra désigner un interlocuteur privilégié, responsable chantier et suivi des prestations.

Il sera responsable de la transmission des consignes de sécurité. **Il devra veiller au respect des règles de sécurité et d'accès sur le chantier.**

L'interlocuteur privilégié devra être joignable par téléphone portable et mail, réactif et organisé.

Le titulaire vérifiera que l'ensemble du personnel d'intervention possède bien la qualification correspondante à sa mission, et a une bonne connaissance des installations et équipements, des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par le Maître d'Ouvrage.

1.8. Parties contractantes et parties prenantes

1.8.1. Parties contractantes

Les parties liées aux contrats sont celles indiquées à l'Acte d'Engagement.

Dans le cas de groupement de diagnostiqueurs, il est précisé que ce groupement est un groupement solidaire. Le mandataire du groupement est le représentant du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage.

1.8.2. Sous-traitance

La sous-traitance totale de la mission est interdite.

Le prestataire peut sous-traiter une partie de sa prestation sous réserve de l'application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 (le prestataire doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître d'ouvrage).

Pour toute sous-traitance, le titulaire du présent contrat ne pourra faire appel qu'à un sous-traitant agréé dans les conditions définies par les textes propres à chaque type de prestation.

Il devra cependant indiquer clairement dans son dossier de candidature son intention de sous-traiter et la qualité de ces sous-traitants.

1.8.3. Obligations du diagnostiqueur

Le titulaire doit être en possession **de toute certification de compétence** ou de tout agrément à jour permettant la conduite de missions de repérage au sens du présent marché. Il doit **satisfaire aux obligations de l'arrêté du 2 juillet 2018**

Il dispose **d'une attestation de compétence en cours de validité** ainsi que d'une **attestation d'assurance couvrant les risques civils et professionnels**.

En cas de perte pour quelque raison que ce soit de ces certifications ou agréments, il en informe sans délai le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit souscrire une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

1.8.4. Obligations du maître d'ouvrage

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission du titulaire, le maître d'ouvrage met à disposition (ou transmet) **les pièces nécessaires à l'exécution** de sa prestation, soit à l'occasion de chaque commande, soit en début de marché.

Le maître d'ouvrage indique l'usage précis auquel les ouvrages sont destinés et sur lesquels porte le repérage, ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage.

Le maître d'ouvrage donnera au titulaire librement accès aux immeubles où sont prévus les repérages et indiquera les éventuelles conditions d'accès.

D'une façon générale, il lui fournit toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité permettant de maintenir l'intégrité physique du diagnostiqueur.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage a connaissance de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dans certains locaux, il en fait état au titulaire.

Le maître d'ouvrage tient notamment à la disposition du Titulaire les rapports de repérage précédemment réalisés, entre autres les Dossiers Techniques Amiante des bâtiments concernés par les opérations.

Article 2. Textes réglementaires et normatifs applicables

Les ouvrages à la charge du présent marché seront exécutés conformément aux spécifications de toutes les normes et règlements en vigueur à la date de signature du marché.

2.1. Textes réglementaires

L'entreprise prestataire est responsable de l'exécution des travaux qu'elle entend mettre en œuvre à l'intérieur du cadre général défini. Les travaux seront conformes à la réglementation en vigueur à la date d'établissement du dossier.

Les documents concernés sont à minima la liste ci-dessous, étant entendu que cette liste ne saurait être considérée comme exhaustive.

- Loi n° 90.613 du 12 Juillet 1990 (Art. L 22.3 et L 124.2.3) et ses Arrêtés : Interdiction de conclure des contrats à durée déterminée et contrats de travail temporaire pour effectuer des travaux soumis à surveillance médicale spéciale.
- Code de la santé publique : Articles R. 1334-14 à R. 1334-29 et annexe 13-9
- Code du travail :
 - o Mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante.
 - o Règles générales de prévention du risque chimique.
 - o Règles particulières de prévention à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes.
 - o Règles prévention à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes (R4412-59 à R4412-93 du Code du Travail)
 - o Dispositions communes de protection contre les risques liés à l'amiante (R4412-94 à R4412-124 du Code du Travail)
 - o Dispositions spécifiques aux travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition (R4412-125 à R4412-143 du Code du Travail)

- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certifications des entreprises réalisant des travaux de retrait d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Circulaire du 15 mai 2013 « portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur des enrobés amiantés du réseau routier national non concédé ».
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- L'ensemble des Questions/réponses éditées par la D.G.T.

2.2. Déchets

- Arrêté du 2 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Article R541-7 et suivant du code de l'environnement concernant la classification des déchets
- Arrêté du 10 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 30 Décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.
- Circulaire du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.
- Circulaire du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et à l'élimination des déchets.
- Circulaire du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- Circulaire du 18 septembre 2006 relative à la jurisprudence du Conseil d'Etat sur la responsabilité des producteurs et détenteurs de déchets.
- Accord européen en vigueur le 01 janvier 2007 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route,
- Arrêté du 16 février 2006 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005,
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes,
- Arrêté du 01 juin 2001 modifié relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit «arrêté ADR »),
- Circulaire n° 96-60 modifiée du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

- Arrêté du 12/03/12 relatif au stockage des déchets amiante (changement de désignation des centres de traitement)

2.3. Métrologie

- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante.
- Norme NF EN ISO 16000-7 et son Guide d'application GA NFX 46-033 : *Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air.*
- Norme XP X 43-269 (2017) relative au Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META-Comptage par MOCP».
- Norme NF X 43-050 relative à la détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission.
- Norme AFNOR NFX 46-021 : Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante.
- Document LAB REF 26 du COFRAC : Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis.
- Document LAB REF 28 du COFRAC : Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesures des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante au poste de travail.

2.4. Normes et documents de référence

- Guide INRS ED 6091 : relative aux travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante
- Guide INRS 6028 : Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets
- NF X46-010 Août 2012 : Travaux de traitement de l'amiante – Référentiel technique pour la certification des entreprises – Exigences générales – Certification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante
- NF X46-011 Décembre 2014 : Travaux de traitement de l'amiante – Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises
- NF EN 12941 Décembre 1998 : appareils de protection respiratoire filtrants contre les particules à ventilation assistée avec casques ou cagoules,
- NF EN 12942 Décembre 1998 : appareils de protection respiratoire filtrants contre les particules à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques,
- NF EN 14593-1 Mai 2018 : Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande - Partie 1 : appareil avec masque complet
- NF EN 14594 Mai 2018 : Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu,
- NF X43-050 Janvier 1996 : Qualité de l'air – Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission – Méthode indirecte.

Article 3. Obligations diverses du titulaire

3.1. Qualification

Le titulaire devra pouvoir justifier, pour réaliser des missions de diagnostic, de contrôle ou de mesures, sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs.

Pour ce faire, le titulaire devra fournir, joint à son offre, un certificat de qualification, le cas échéant à titre probatoire, délivré par un organisme certificateur.

3.2. Connaissance du dossier de consultation des entreprises

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaite connaissance, avant signature du marché, de l'ensemble du dossier pièces écrites et graphiques et plus particulièrement du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et Cahier de Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) qui, avec les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour chaque corps d'état, définit les règles administratives et techniques spécifiques à l'opération et applicables pour chacun, sans qu'il soit nécessaire de le rappeler dans le présent document.

3.3. Nouveau procédé

Si, au cours de l'exécution d'un ouvrage entrant dans le cadre des missions qui lui ont été confiées, le titulaire met en œuvre un procédé breveté, il devra, auparavant, remettre au Maître de l'ouvrage une déclaration écrite par laquelle il certifiera être régulièrement autorisé à employer le procédé en cause - la non-observation de cette prescription engagera sa seule responsabilité.

Les coûts afférents à l'utilisation du brevet sont à la charge du titulaire et sont réputés inclus dans son offre.

3.4. Sous-traitance

Dans le cas où le titulaire déciderait de sous-traiter une partie de ses missions, le titulaire devra déclarer son ou ses sous-traitant(s). Les sous-traitants devront présenter les qualifications et attestations d'assurances requises au présent C.C.T.P.

Le titulaire devra faire agréer les sous-traitants auprès du Maître de l'ouvrage.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant pour manque de références ou de qualification.

3.5. Rapport avec les Administrations

Le titulaire doit effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses missions auprès des Sociétés Concessionnaires de distribution des fluides si nécessaire, des Administrations Municipales et Centrales, des services de l'Hygiène, des Mines, de l'Inspection du Travail, de la CRAMIF, de la Voirie, de la DREAL ou DRIEE d'Ile de France.

Le titulaire doit obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer ses missions et doit effectuer toutes modifications demandées par ce dossier, sans augmentation de prix ou de délai. Il doit payer tous les frais, taxes et droits afférents, signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficulté l'inspection de ses interventions par les agents assermentés, se plier à toutes les règles de police ou d'ordre public qui lui seraient signifiées, et, obtenir toutes autorisations ou permissions nécessaires, en temps utile, dans le cadre du calendrier d'exécution. Ces frais seront inclus dans le forfait prévu par le titulaire.

3.6. Contraintes particulières à la nature et au lieu des travaux

L'attention du titulaire est tout particulièrement attirée sur les faits suivants :

Ses missions s'effectueront soit :

- à l'intérieur d'un bâtiment d'enseignement pour lequel des **règles de sécurité strictes ont été définies**
- Sur le domaine extérieur de l'université pour lequel des **règles de circulation et de sécurité strictes ont été définies.**

Le titulaire devra respecter :

- Les points énoncés dans le plan de retrait établi par l'entreprise titulaire du marché de travaux de désamiantage, les prescriptions spécifiques du maître d'ouvrage (règlement de l'université, réglementation relative à la sécurité dans les ERP, etc).
- Les procédures de sécurité de l'entreprise de travaux, en particulier pour les entrées / sorties de zone, de sorte à garantir l'intégrité physique du personnel du titulaire du marché mais également l'absence de pollution à l'extérieur de la zone de travail.

3.7. Rendez-vous de chantier

Le titulaire sera tenu de participer aux rendez-vous de chantier auquel il aura été convoqué par le responsable de l'opération, qu'il soit un maître d'œuvre externe, un OPC ou un chargé d'opération de la direction du patrimoine.

Des pénalités forfaitaires pourront être appliquées conformément à l'article 8 du CCAP en cas d'absence ou de retard aux réunions de chantier.

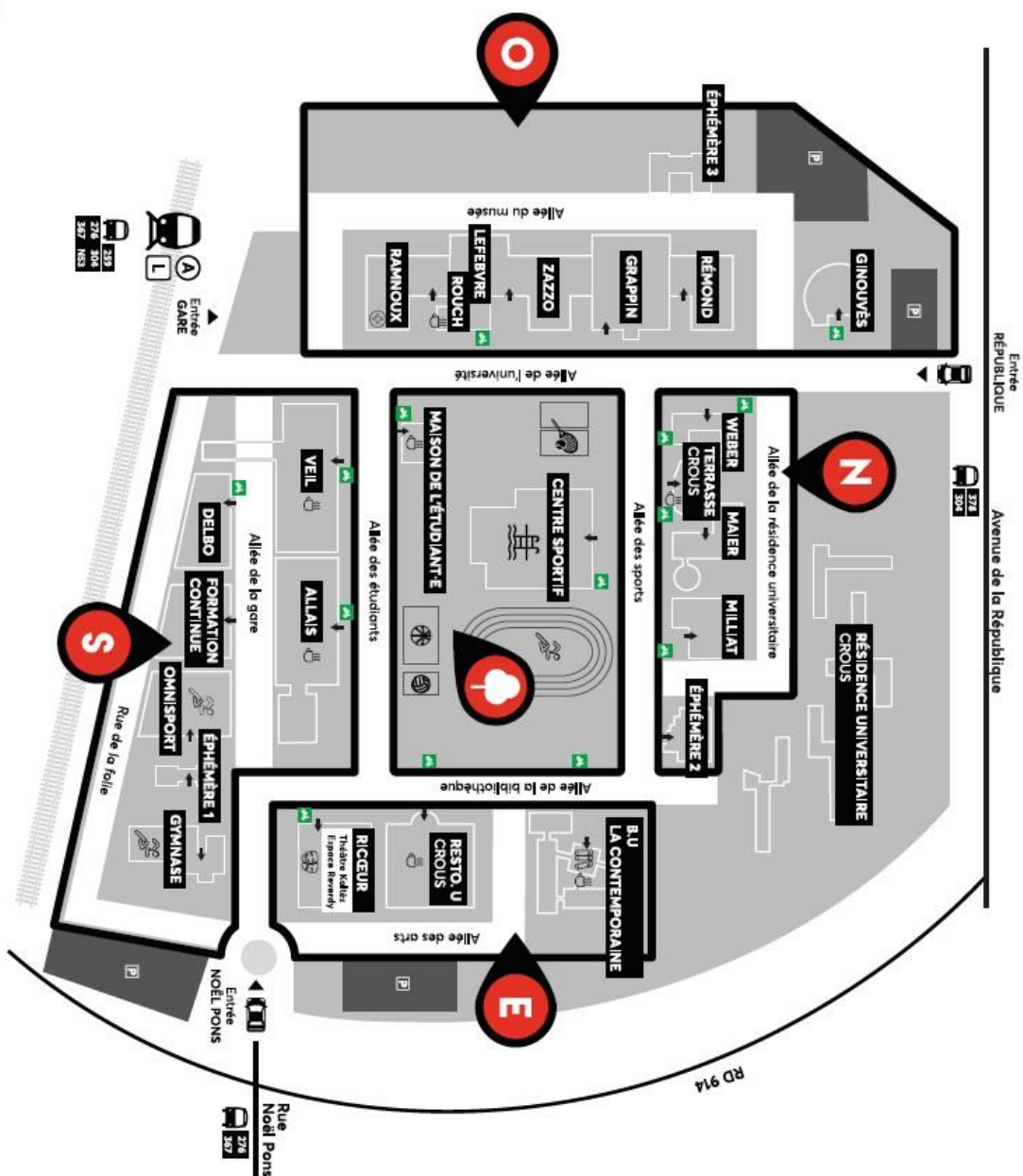
Article 4. Annexes

Annexe 1 : Plan du site de Nanterre

Annexe 2 : Plan du site de Ville d'Avray

Annexe 3 : Plan du site de Saint-Cloud

Plan du campus de Nanterre - Université Paris Nanterre



SITE de VILLE D'AVRAY
50 rue de Sévres (92410) - 01 40 97 48 00



SITE DE SAINT-CLOUD

